

# Andry Rajoelina: "Les Malgaches veulent des élections libres"

Hebdomadaire L'Express (France) – Interview exclusif - Vincent Huguex 02/02/10



REUTERS/Siphiwe Sibeko

Andry Rajoelina félicite ses partisans lors d'un rassemblement à Antananarivo le 16 mars 2009, alors qu'ils s'apprêtent à prendre d'assaut un palais présidentiel.

## Entretien exclusif avec le président de la Haute autorité de la transition, de passage à Paris.

*Président de la Haute autorité de la transition (HAT), Andry Rajoelina, 35 ans, reçoit dans la suite d'un palace parisien. Un peu moins d'un an après le coup de force qui l'a porté au pouvoir aux dépens de Marc Ravalomanana, celui que l'on surnomme "TGV" fait halte sur les bords de Seine. Notamment pour plaider en faveur d'un compromis censé, à l'en croire, sortir la Grande Ile de l'ornière.*

*Fruit de l'accord conclu à Maputo (Mozambique) en août 2009 par les quatre mouvances malgaches -celles de Rajoelina et des ex-présidents Ratsiraka, Zafy et Ravalomanana-, le "gouvernement d'union nationale" n'aura jamais été qu'une fiction. D'autant qu'en décembre dernier, Andry-TGV a dénoncé la charte négociée sous l'égide de l'ex-chef d'Etat mozambicain Joaquim Chissano.*

*Ses amis soutiennent que l'ancien disc-jockey aux allures de gendre idéal a changé, mûri, pris de l'assurance. Est-ce si sûr? Quand une question le désarçonne, il se plonge dans un argumentaire dactylographié, quitte à en livrer un passage tel quel. Entretien exclusif avec un trentenaire en quarantaine.*

### Quel est le but de votre venue en France?

Je suis à Paris en visite privée. Mais aussi en tant que président de la transition. Dès lors que j'exerce les fonctions de chef de l'Etat., rien ne m'empêche de rencontrer les responsables de pays influents.

Ce lundi 1<sup>er</sup> février, à l'instant même de notre entretien, le 14<sup>e</sup> sommet de l'Union africaine (UA) débat en son siège d'Addis-Abeba des crises qui minent le continent, dont l'imbroglio malgache. Votre place ne serait-elle pas plutôt en Ethiopie que dans l'Hexagone?

On se heurte ici à un problème de reconnaissance internationale. Je n'ai pas été invité. Si je l'avais été, je me serais rendu à Addis avec grand plaisir. Les Nations unies nous convient à des réunions de travail. Tel n'est pas le cas avec l'UA. Il existe un syndicat de chefs d'Etat-dictateurs qui redoutent avant tout que se produise chez eux ce qui s'est passé chez nous. D'où leur volonté de dresser des barrières. C'est surtout vrai au niveau de la SADC [*la Communauté de développement de l'Afrique australe, composée d'une quinzaine de pays, dont Madagascar a été suspendu au printemps 2009*]. Certains présidents avaient tissé des relations avec l'ancien chef de l'Etat [*allusion à Marc Ravalomanana, NDLR*]. A mes yeux, une affaire de copinage: on défend des personnes, non des idées.

**Le 14 janvier, lors d'un sommet extraordinaire de la même SADC, le président zimbabwéen Robert Mugabe a préconisé une intervention militaire visant à vous renverser...**

Nous n'avons aucune leçon à recevoir de Mugabe. En Afrique australe, notre référence, c'est Nelson Mandela. Et certainement pas Robert Mugabe.

**Est-il exact que vous avez rencontré, à la faveur de ce séjour parisien, le secrétaire général de l'Elysée, Claude Guéant, ainsi que le secrétaire d'Etat à la Coopération Alain Joyandet?**

Je ne peux confirmer. Les échanges que j'ai ici sont de nature confidentielle. J'observe que la France est à l'écoute. Elle connaît très bien la situation malgache, et ce depuis fort longtemps.

**Jean Ping, le président de la Commission de l'Union africaine, a soumis le 22 janvier aux quatre mouvances malgaches -la vôtre comme celles de Didier Ratsiraka, Marc Ravalomanana et Albert Zafy- un scénario de sortie de crise. Vous convient-il?**

Nous avons élaboré à son intention une contre-proposition honnête et sincère. Nous ne rejetons pas totalement la charte de Maputo, ni l'acte additionnel d'Addis-Abeba, mais nous voulons les appliquer partiellement. Car leur mise en œuvre en l'état est très difficile, voire impossible. On nous dit de former un Gouvernement d'union nationale avec trois anciens chefs d'Etat qui ont été rejetés par le peuple, directement ou indirectement. Malgré tous nos efforts et toutes nos concessions, ce processus ne porte pas les fruits escomptés.

Ces accords, nous les avons signés de bonne foi. Hélas, les autres chefs de file n'ont cessé de remettre en cause leur contenu. Un seul exemple: quand le secrétaire général de l'Onu -Ban Ki-moon- m'invite au sommet de Copenhague sur le climat, deux co-présidents du Conseil présidentiel adressent au Premier ministre danois une lettre affirmant que je ne représente pas Madagascar... Ils ont en eux la haine et le désir de vengeance. Ce comportement est une honte pour le pays.

Voilà pourquoi nous avons annoncé la tenue d'élections législatives le 20 mars prochain, afin de rendre le pouvoir au peuple. Le ou les partis qui obtiendront la majorité à l'Assemblée nationale proposeront le nom d'un Premier ministre appelé à former un véritable gouvernement d'union. Pourquoi le peuple malgache s'est-il soulevé cinq fois depuis l'indépendance? Parce qu'il veut des scrutins libres et transparents. Jusqu'alors, le choix des urnes, lors des présidentielles, a toujours été détourné. Il faut rompre avec ce passé.

**Le plan de Jean Ping suppose le rétablissement dans ses fonctions du Premier ministre Eugène Mangalaza, évincé en décembre dernier, lorsque vous avez abrogé l'ordonnance de ratification de la charte de Maputo.**

Ça, ce n'est pas possible

**Pourquoi avoir installé dans son fauteuil l'ancienne ministre de la Défense Cécile Manorohanta, congédiée 48 heures plus tard?**

Cécile savait qu'elle exerçait ces fonctions à titre intérimaire.

**On a connu des intérimaires moins expéditifs...**

Par la suite, on a compris la nécessité d'instaurer un gouvernement militaro-civil. Pour bien gérer l'armée et rester à son écoute, il fallait un officier. C'est ce qui m'a conduit à désigner le colonel Albert Camille Vital.

**Au risque d'apparaître comme l'otage de la hiérarchie militaire, sinon le complice d'un putsch de velours.**

Je ne suis l'otage de personne. Les forces malgaches me respectent et respectent mes ordres. Je suis le chef suprême des armées.

**Le 15 décembre dernier, huit gradés réputés proches de Marc Ravalomanana ont pourtant réclamé le droit au retour pour tous les chefs de mouvance en exil.**

Certains militaires avaient des affinités avec l'ancien chef d'Etat. Lequel a tant puisé dans les caisses du pays qu'il peut tenter d'acheter tout le monde. Mais c'est un épiphénomène. Ces gens-là ne peuvent rien contre moi.

**Pourquoi récuser aujourd'hui un partage du pouvoir que vous aviez avalisé?**

Tout le monde est conscient que nous détenons l'effectivité du pouvoir. La Haute autorité de la transition est la seule institution capable de commander, de diriger les militaires et les forces de l'ordre, de faire fonctionner les tribunaux. Cela dit, nous acceptons de ne pas abuser de ces prérogatives. C'est pourquoi nous proposons, dans l'esprit de Maputo, la mise en place d'un Conseil supérieur de contrôle de la transition. Une forme de contre-pouvoir doté d'attributions législatives. Les trois mouvances d'opposition seraient majoritaires au sein de ce Conseil, dont ils désigneraient le président.

**L'échéance du 20 mars est-elle négociable?**

Nous avons avancé cette date pour déclencher les préparatifs du scrutin, créer une dynamique. Pour autant, nous ne déciderons pas seuls. Si la société civile et les acteurs politiques, qui se réunissent cette semaine, souhaitent différer l'échéance, pourquoi pas? Mais d'un mois au maximum, pas davantage. Tout le monde, au sein de la communauté internationale comme du peuple, est conscient qu'il faut aller aux élections le plus tôt possible.

**Les chefs de file des mouvances d'opposition peuvent-ils revenir au pays?**

Albert Zafy est à Antananarivo. Et si Didier Ratsiraka veut rentrer, je n'y vois aucun inconvénient.



REUTERS/Grant Lee Neuenburg

Marc Ravalomanana

**Qu'en est-il de Marc Ravalomanana?**

Là, il y a un inconvénient majeur. Son retour ne contribuerait en rien à ramener la paix et la concorde.

**Les Etats-Unis ont exclu Madagascar du bénéfice de l'Agoa, loi visant à établir un partenariat commercial privilégié avec diverses nations d'Afrique, et à leur ouvrir le marché américain. Que vous inspire cette décision ?**

Elle m'étonne beaucoup. Lors de sa mise en place, la vocation affichée de ce régime était d'assister les pays les plus pauvres. Ce n'est pas moi qui aie besoin de cette aide, c'est le peuple malgache. Ce sont les gens qui travaillent dans les zones franches pour l'équivalent de 30 euros par mois.

**Quel rôle comptez-vous jouer après les élections législatives?**

Il faudra toujours un chef. J'accompagnerai les efforts entrepris par l'Assemblée élue et le nouveau Premier ministre pour organiser une Conférence nationale. Il s'agira alors de rédiger une nouvelle constitution, validée par les parlementaires.

**Quand la prochaine présidentielle aura-t-elle lieu ?**

Là encore, le plus tôt possible. Au plus, deux ou trois mois après les législatives.

**Serez-vous candidat?**

Ce n'est pas à moi d'en décider.

**Si ce n'est pas à vous, à qui d'autre?**

L'avenir le dira.

**On peut supposer que la nouvelle constitution lèvera la disposition relative à l'âge minimal des candidats qui, en l'état actuel, vous interdirait de concourir...**

Dix-huit des 22 régions de Madagascar se sont prononcées contre toute limite d'âge. C'est ça, la démocratie. On peut servir son pays à 23, 25 ou 60 ans.

**Est-il vrai que vous ferez escale en Libye sur le chemin du retour pour y rencontrer Mouammar Kadhafi?**

Je suis en contact avec plusieurs chefs d'Etat, que j'envisage de rencontrer prochainement. Tout dépendra du programme de chacun

**Initialement prévu sur la Grande Ile, le prochain sommet de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) aura lieu Montreux, en Suisse. Cette délocalisation vous choque-t-elle?**

Non, et d'autant moins que j'ai moi-même envoyé un courrier au secrétaire général de la Francophonie, Abdou Diouf, indiquant qu'il me semblait préférable de ne pas organiser ce rendez-vous à Madagascar en 2010, année qui s'annonce chargée. Il aurait pu tomber par exemple en pleine campagne présidentielle. En revanche, nous sommes candidat à l'accueil du sommet suivant, en 2012

Source : [http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/andry-rajoelina-les-malgaches-veulent-des-elections-libres\\_845934.html](http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/andry-rajoelina-les-malgaches-veulent-des-elections-libres_845934.html)